

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2009/00078]

Deux emplois de Conseiller d'Etat d'expression française seront à conférer prochainement au Conseil d'Etat, l'un à partir du 1^{er} juin et l'autre à partir du 1^{er} septembre 2009

Les candidats doivent être âgés d'au moins trente-sept ans, être docteurs, licenciés ou master en droit, justifier d'une expérience professionnelle utile de nature juridique de dix ans au moins et satisfaire à l'une des conditions suivantes :

1° avoir réussi le concours d'auditeur adjoint et de référendaire adjoint au Conseil d'Etat, le concours de référendaire à la Cour constitutionnelle, le concours d'auditeur adjoint à la Cour des comptes ou l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du Code judiciaire;

2° exercer une fonction administrative du rang 15 au moins ou équivalent dans une administration publique belge soit dans un organisme public belge;

3° avoir présenté avec succès une thèse de doctorat en droit ou être agrégé de l'enseignement supérieur en droit;

4° exercer, en Belgique, des fonctions de magistrat du ministère public, de juge effectif ou être membre du Conseil du Contentieux des Etrangers visé à l'article 39/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

5° être titulaire d'une charge d'enseignement du droit dans une université belge.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les fonctions de référendaire près la Cour de cassation sont assimilées à des fonctions dont l'exercice constitue une expérience professionnelle utile de nature juridique au sens de cet alinéa.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être envoyées, sous pli recommandé à la poste, au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, à peine d'irrecevabilité pour le 20 avril 2009.

Toute autre information utile peut être obtenue auprès de Mme Martine de Saint-Georges - tél. : 02-234 96 58, Services généraux.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2009/00078]

Twee betrekkingen van Franstalig Staatsraad zullen eerlang te begeven zijn bij de Raad van State, de ene vanaf 1 juni en de andere vanaf 1 september 2009

De kandidaten moeten ten volle zevenendertig jaar oud zijn, doctor, licentiaat of master in de rechten zijn, een nuttige juridische beroepservaring van ten minste tien jaar kunnen doen gelden en aan een van de volgende voorwaarden voldoen :

1° geslaagd zijn voor het vergelijkend examen van adjunct-auditeur en adjunct-referendaris bij de Raad van State, het vergelijkend examen van referendaris bij het Grondwettelijk hof, het vergelijkend examen van adjunct-auditeur bij het Rekenhof of het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek;

2° een administratieve functie met minstens rang 15 of een gelijkwaardige rang uitoefenen bij een Belgische overheidsdienst of bij een Belgische overheidsinstelling;

3° met goed gevolg een proefschrift tot het verkrijgen van het doctoraat in de rechtsgeleerdheid hebben verdedigd of geaggregeerde zijn voor het hoger onderwijs in de rechten;

4° in België een ambt van magistraat van het openbaar ministerie of van werkend rechter uitoefenen, dan wel lid zijn van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bedoeld in artikel 39/1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

5° houder zijn van een leeropdracht rechtswetenschappen aan een Belgische universiteit.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt het ambt van referendaris bij het Hof van Cassatie gelijkgesteld met de ambten waarvan de uitoefening een nuttige juridische beroepservaring oplevert in de zin van dat lid.

De kandidaturen, vergezeld van een curriculum vitae, worden bij ter post aangetekende brief toegezonden aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ten laatste op 20 april 2009.

Voor nadere inlichtingen kunnen de kandidaten zich wenden tot Mevr. Martine de Saint-Georges op het nummer 02-234 96 58 van de Algemene Diensten.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2009/200672]

Sélection comparative d'attachés-analystes programmation
Résultat

La sélection comparative d'attachés-analystes programmation (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Défense (ANG08079) a été clôturée le 9 février 2009. Le nombre de lauréat s'élève à 1.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2009/200672]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige
attachés-analisten programmering. — Uitslag

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige attachés-analisten programmering (m/v) (niveau A) voor het Ministerie van Defensie (ANG08079) werd afgesloten op 9 februari 2009. Er is 1 geslaagde.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C - 2009/21013]

Marchés publics. — Enregistrement. — Solidarité pour les dettes sociales et fiscales d'un entrepreneur. — Avis complémentaire de la Commission des marchés publics

Un avis de la Commission des marchés publics a été publié dans le *Moniteur belge* du 1^{er} août 2008 (pp. 40683 à 40687), afin d'attirer l'attention des pouvoirs adjudicateurs sur les conséquences résultant de la réforme, par la loi-programme du 27 avril 2007, du régime de l'enregistrement et de la responsabilité solidaire pour les dettes sociales et fiscales des entrepreneurs.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2009/21013]

Overheidsopdrachten. — Registratie. — Aansprakelijkheid voor de sociale en fiscale schulden van een aannemer. — Aanvullend advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten

In het *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 2008 (p. 40683 tot 40687) werd een advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten bekendgemaakt waarin de aandacht van de aanbestedende overheden werd gevestigd op de gevolgen van de hervorming van het systeem van de registratie en van de hoofdelijke aansprakelijkheid voor de sociale en fiscale schulden van aannemers bij de programmawet van 27 april 2007.

En ce qui concerne les dettes sociales, les nouvelles mesures sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2008. Par contre, en ce qui concerne les dettes fiscales, l'avis précité mentionnait en son point 4 que la responsabilité solidaire (à concurrence de 35 % du prix total des travaux H.T.V.A.) et l'obligation de retenue en matière fiscale étaient suspendues, en vertu de l'article 13 de la loi du 21 décembre 2007 portant des dispositions diverses (I), jusqu'à ce qu'une base de données opérationnelle accessible au public permette la vérification de la situation des entrepreneurs. Cette base de données est désormais opérationnelle et, par conséquent, le nouveau régime en matière de dettes fiscales s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009.

Cette base de données est accessible librement sur le site du SPF Finances, sous les rubriques « My Minfin », puis « Accès à la partie publique ». Il convient d'encoder le numéro BCE de l'entreprise ainsi que le code de sécurité généré automatiquement lors de chaque consultation. Une copie du résultat de la recherche peut être imprimée après avoir appuyé sur le bouton « Afficher l'attestation ».

Comment procéder ? Les modalités sont similaires à celles exposées au point 3 de l'avis publié le 1^{er} août 2008, en matière de responsabilité solidaire pour les dettes sociales.

Tant lors de la conclusion du marché que lors de chaque paiement, le pouvoir adjudicateur consultera la base de données mentionnée ci-avant.

Les situations suivantes peuvent être rencontrées :

* la base de données mentionne que l'entrepreneur n'a pas de dettes fiscales au sens de la législation concernée (mention « obligation de retenue : non », comme résultat de la consultation) : aucune retenue ne doit dès lors être effectuée par le pouvoir adjudicateur ;

* la base de données mentionne que l'entrepreneur a des dettes fiscales (mention « obligation de retenue : oui », comme résultat de la consultation). Dans ce cas :

— soit la facture est inférieure à 7.143 euros H.T.V.A. : le pouvoir adjudicateur effectue la retenue de 15 % du montant de la facture H.T.V.A. ;

— soit la facture atteint ou dépasse 7.143 euros HTVA : le pouvoir adjudicateur doit demander à l'entrepreneur de produire une attestation délivrée par le receveur compétent, mentionnant le montant de la dette. Cette attestation a une durée de validité de 20 jours suivant le jour de sa délivrance.

Si l'entrepreneur reconnaît que sa dette fiscale est d'un montant supérieur à 15 % du montant de la facture ou si ce fait résulte de l'attestation produite, le pouvoir adjudicateur effectue la retenue de 15 % du montant de la facture. Il en va de même si aucune attestation n'est produite dans le délai légal d'un mois.

Par contre, si la dette fiscale constatée par le receveur est inférieure à 15 % du montant de la facture, le pouvoir adjudicateur effectue la retenue équivalant au montant précis de la dette fiscale.

Si l'entrepreneur n'avait pas de dette fiscale au regard des dispositions de la législation relative à l'enregistrement lors de la conclusion du marché mais qu'il en a au moment du paiement, le pouvoir adjudicateur qui ne vérifie pas la situation de l'entrepreneur conformément aux modalités mentionnées ci-avant lors du paiement et n'effectue pas si nécessaire les retenues et versements au SPF Finances, n'encourt pas une responsabilité solidaire mais devra payer une amende administrative pour ne pas avoir effectué correctement les retenues.

Point de contact utile :

Contactcenter du SPF Finances :
02-572 57 57

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2009/03068]

Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus. — Impôts sur les revenus. — Avis aux autorités publiques. — Rémunérations de décembre

Loi du 22 décembre 2008 portant des dispositions diverses (I)

Par l'article 125, d) de la loi du 22 décembre 2008 portant des dispositions diverses (I) (*Moniteur belge* 29 décembre 2008, Ed. 4) l'article 171, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) a été complété afin que le taux afférent à l'ensemble des autres revenus imposables puisse s'appliquer aux rémunérations du mois de décembre qui sont, pour la première fois, payées ou attribuées par une autorité publique au cours de ce mois de décembre au lieu du mois

Wat de sociale schulden betreft, zijn de nieuwe maatregelen van toepassing sinds 1 januari 2008. Voor de fiscale schulden werd onder punt 4 van het bovengenoemde advies daarentegen vermeld dat de hoofdelijke aansprakelijkheid (ten belope van 35 % van de totale prijs van de werken exclusief BTW) en de verplichte fiscale inhouding werden opgeschort, krachtens artikel 13 van de wet van 21 december 2007 houdende diverse bepalingen (I), tot een operationele, voor het publiek toegankelijke databank het mogelijk zou maken om de toestand van de aannemers te verifiëren. Deze databank nu operationeel zijnde, is het nieuwe systeem inzake fiscale schulden van toepassing sinds 1 januari 2009.

De bedoelde databank is vrij toegankelijk op de website van de FOD Financiën, via de rubrieken « My Minfin » en dan « U hebt open toegang tot ». Hierbij dient het KBO-nummer van de onderneming te worden ingevoerd, alsook de veiligheidscode die bij elke raadpleging automatisch wordt gegenereerd. Via de knop « Attest tonen » kan een afdruck van het resultaat van de opzoeking worden gemaakt.

Hoe tewerkgaan ? De werkwijze is vergelijkbaar met die uiteengezet in punt 3 van het op 1 augustus 2008 bekendgemaakte advies, wat de hoofdelijke aansprakelijkheid voor de sociale schulden betreft.

Zowel bij de gunning van de opdracht als bij elke betaling, zal de aanbestedende overheid de voormelde databank moeten raadplegen.

De volgende situaties kunnen zich voordoen :

* uit de databank blijkt dat de aannemer geen fiscale schulden heeft als bedoeld in de desbetreffende wetgeving (vermelding « inhoudingsplicht : neen », als resultaat van de raadpleging) : in dat geval moet de aanbestedende overheid geen inhoudingen doen ;

* uit de databank blijkt dat de aannemer fiscale schulden heeft (vermelding « inhoudingsplicht : ja », als resultaat van de raadpleging). In dat geval zijn er twee mogelijkheden :

— ofwel is de factuur lager dan 7.143 euro (exclusief BTW) : de aanbestedende overheid doet de inhouding van 15 % van het factuurbedrag (exclusief BTW) ;

— ofwel bedraagt de factuur 7.143 euro (exclusief BTW) of meer : de aanbestedende overheid verzoekt de aannemer een attest voor te leggen, dat door de bevoegde ontvanger wordt uitgereikt, met het bedrag van de schuld. Dit attest blijft 20 dagen geldig vanaf de dag van de uitreiking ervan.

Indien de aannemer erkent dat zijn fiscale schuld meer bedraagt dan 15 % van het factuurbedrag of indien zulks blijkt uit het overgelegde attest, doet de aanbestedende overheid de inhouding van 15 % op het factuurbedrag. Zij handelt op dezelfde manier indien het attest niet binnen de wettelijke termijn van een maand is overgelegd.

Indien de ontvanger daarentegen vaststelt dat de fiscale schuld minder bedraagt dan 15 % van het factuurbedrag, doet de aanbestedende overheid een inhouding ten belope van het precieze bedrag van de fiscale schuld.

Wanneer de aannemer, in het licht van de bepalingen van de registratiewetgeving, geen fiscale schulden had bij de gunning van de opdracht, maar wel op het ogenblik van de betaling, zal de aanbestedende overheid die bij de betaling de toestand van de aannemer niet verifieert overeenkomstig de voormelde modaliteiten, en niet de eventueel vereiste inhoudingen verricht die aan de FOD Financiën moeten worden doorgestort, niet hoofdelijk aansprakelijk worden gesteld, maar een administratieve boete moeten betalen wegens het niet correct verrichten van de inhoudingen.

Nuttig aanspreekpunt :

Contactcenter van de FOD Financiën :
02-572 57

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2009/03068]

Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit. — Inkomstenbelastingen. — Bericht aan de openbare overheden. — Bezoldigingen van de maand december

Wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen (I)

Ingevolge artikel 125, d) van de wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen (I) (*Belgisch Staatsblad* 29 december 2008, Ed. 4) werd artikel 171, 6°, van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) aangevuld zodat de aanslagvoet met betrekking tot het geheel van de andere belastbare inkomsten van toepassing kan zijn op de bezoldigingen van de maand december die door een openbare overheid voor het eerst tijdens die maand december zijn betaald of toegekend in